

La présente loi entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 26 septembre 2011.

ALBERT

Par le Roi :

Le Vice-Premier Ministre  
et Ministre des Finances et des Réformes institutionnelles,  
D. REYNDERS

Scellé du sceau de l'Etat :  
Le Ministre de la Justice,  
S. DE CLERCK

—  
Note

Références aux travaux parlementaires à reprendre lors de la publication de la loi au *Moniteur belge*

Chambre : Doc K. 53 1714/(2010/2011) :

001 : Projet de loi

002 : Amendements

003 : Rapport.

004 : Texte adopté par la commission.

Voir aussi :

*Compte rendu intégral* :

13 septembre 2011.

*Sénat* : S. 5-1218/2.

Deze wet treedt in werking de dag waarop zij in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 26 september 2011.

ALBERT

Van Koningswege :

De Vice-Eerste Minister  
en Minister van Financiën en Institutionele Hervormingen,  
D. REYNDERS

Met 's Lands zegel gezegeld :  
De Minister van Justitie,  
S. DE CLERCK

—  
Nota

Verwijzingen naar de parlementaire voorbereiding te vermelden bij de bekendmaking van de wet in het *Belgisch Staatsblad*

Kamer : Doc K. 53 1714/(2010/2011) :

001 : Wetsontwerp

002 : Amendementen

003 : Verslag.

004 : Tekst aangenomen door de commissie.

Zie ook :

*Integraal verslag* :

13 september 2011.

*Senaat* : S. 5-1218/2.

#### SERVICE PUBLIC FEDERAL FINANCES

F. 2011 — 2923

[C — 2011/03371]

**7 NOVEMBRE 2011. — Arrêté royal déterminant les produits dérivés et autres opérations financières visés à l'article 4, § 3 et § 4, de la loi du 15 décembre 2004 relative aux sûretés financières et portant des dispositions fiscales diverses en matière de conventions constitutives de sûreté réelle et de prêts portant sur des instruments financiers**

#### RAPPORT AU ROI

Sire,

L'arrêté qui est soumis à la signature de Votre Majesté, tend à décrire les « produits dérivés et autres opérations financières » dont question à l'article 4, § 3 et § 4, de la loi du 15 décembre 2004 relative aux sûretés financières et portant des dispositions fiscales diverses en matière de conventions constitutives de sûreté réelle et de prêts portant sur des instruments financiers.

Le champ d'application de la loi du 15 décembre 2004 a été limité dans l'article 4 précité en excluant les règles de réalisation simplifiée décrites aux articles 9 et 9/1 ainsi que l'activation des clauses de close-out netting lorsqu'une procédure de réorganisation judiciaire est demandée ou ouverte dans le chef d'une personne qui n'est pas une personne morale publique ou financière ou dans le chef d'une personne morale publique ou financière si sa contrepartie est une personne qui n'est pas une personne morale publique ou financière et que le défaut d'exécution n'est pas un défaut de paiement.

Toutefois, le fonctionnement des clauses de close-out netting et des sûretés dans le cadre de produits financiers doit absolument être garanti. C'est pourquoi les articles 4, § 3 et § 4, stipulent que les limitations énoncées ci-dessus ne sont pas applicables aux sûretés réelles, conventions de netting et clauses et conditions résolutoires ou de déchéance du terme stipulées pour permettre la novation ou la compensation lorsqu'elles sont conclues dans le cadre de produits dérivés et d'autres opérations financières telles que décrites par le Roi dans un arrêté concerté avec la Banque Nationale de Belgique.

Afin d'établir cette énumération, il a entre autres été tenu compte de (a) l'intérêt des clauses de close-out netting et des mécanismes de sûreté susvisés pour le fonctionnement normal des opérations concernées et (b) des pratiques de marché belges et internationales (par ex. l'emploi de contrats cadres internationaux standardisés).

#### FEDERALE OVERHEIDSDIENST FINANCIEN

N. 2011 — 2923

[C — 2011/03371]

**7 NOVEMBER 2011. — Koninklijk besluit tot bepaling van de derivaten en andere financiële verrichtingen bedoeld in artikel 4, § 3 en § 4, van de wet van 15 december 2004 betreffende financiële zekerheden en houdende diverse fiscale bepalingen inzake zakelijke-zekerheidsvereenkomsten en leningen met betrekking tot financiële instrumenten**

#### VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

Het besluit dat ter ondertekening aan Uwe Majesteit wordt voorgelegd, strekt ertoe de derivaten en andere financiële verrichtingen te omschrijven zoals bedoeld in artikel 4, § 3 en § 4, van de wet van 15 december 2004 betreffende financiële zekerheden en houdende diverse bepalingen inzake zakelijke-zekerheidsvereenkomsten en leningen met betrekking tot financiële instrumenten.

In voornoemd artikel 4 werd het toepassingsgebied van de wet van 15 december 2004 beperkt door de in de artikelen 9 en 9/1 omschreven regel van vereenvoudigde realisatie, alsook de activering van close-out netting clausules uit te sluiten wanneer een gerechtelijke reorganisatie-procedure wordt aangevraagd of geopend in hoofde van een persoon die geen publieke of financiële rechtspersoon is of van een publieke of financiële rechtspersoon indien zijn tegenpartij een persoon is die geen publieke of financiële rechtspersoon is én de niet-uitvoering geen wanbetaling is.

De werking van de close-out netting en de zekerheden in het kader van financiële producten moet echter maximaal gevrijwaard worden. Bijgevolg bepalen artikel 4, § 3 en § 4, dat bovenvermelde beperking niet van toepassing is op de zakelijke zekerheden, nettingovereenkomsten en ontbindende bedingen en voorwaarden en de bedingen en voorwaarden met betrekking tot de vroegtijdige beëindiging die zijn vastgelegd om de schuldvernieuwing of -vergelijking mogelijk te maken, wanneer die zijn overeengekomen naar aanleiding van derivaten of andere financiële verrichtingen zoals omschreven door de Koning bij een met de Nationale Bank van België overlegd besluit.

Bij het bepalen van deze lijst wordt onder andere rekening gehouden met (a) het belang van close-out netting en de geïndiceerde zekerheidsmechanismen voor de normale werking van de betrokken verrichtingen en (b) de Belgische en internationale marktpraktijken (b.v. het gebruik van internationaal gestandaardiseerde kaderovereenkomsten).<sup>2</sup>

## Commentaire des articles

**Article 1<sup>er</sup>.** Afin d'établir l'énumération contenue à l'article 2 du présent arrêté royal, il est nécessaire de définir certains termes.

Ainsi les termes « valeur de référence déterminée » et « instruments dérivés » ont été définis.

Pour la définition de « valeurs mobilières » et « instruments du marché monétaire » il est référé à la définition d'instruments financiers de la loi du 2 août 2002 relative à la surveillance du secteur financier et aux services financiers.

**Art. 2.** Cet article énonce la liste des opérations exemptées.

Cette liste a été établie conformément aux pratiques de marché belges et internationales relatives aux produits dérivés et certaines autres opérations financières (article 2, § 1<sup>er</sup>). Le mécanisme du close-out netting est d'une importance fondamentale afin d'assurer la liquidité, la gestion du risque et la sécurité juridique de ces marchés. L'efficacité de ces clauses est également très importante pour les établissements de crédit actifs dans ces marchés, car elle est directement liée aux exigences de fonds propres auxquelles ils sont soumis.

Le point commun à la plupart des opérations visées est qu'elles sont conclues dans le cadre de conventions basées sur des accords-cadres standardisés, qui soit réfèrent à des standards internationaux soit ont été développés pour des marchés plus locaux, tel que le marché belge. Les principaux accords-cadres utilisés actuellement sont énumérés à l'article 2, § 2, 1<sup>o</sup>. Pour certains accords-cadres (comme le GMRA) il pourrait cependant exister un chevauchement avec l'exemption prévue à l'article 4, § 3 b).

Par ailleurs, tous les types d'opérations visées ne sont pas ou ne peuvent pas être conclues sous le couvert d'un accord-cadre. De même, certaines opérations conclues par le passé sous le couvert d'autres accords-cadres ou sous le couvert de versions antérieures de ces accords-cadres doivent également être couvertes par le présent arrêté. Pour ces opérations il a été prévu à l'article 2, § 2, 2<sup>o</sup>, qu'elles doivent pouvoir être admises à la négociation sur un marché réglementé belge ou international ou MTF ou pour règlement auprès d'une société de clearing, d'une contrepartie centrale ou d'un système. Il suffit donc que l'opération ou l'instrument visés puissent être négociés ou liquidés mais il n'est pas requis que l'opération concrète ou l'instrument concerné pour lequel on souhaite faire appel à une clause de close-out netting ou à une sûreté soit effectivement inscrit à la négociation sur de tels marchés ou systèmes. En d'autres mots, la question porte uniquement sur le fait de savoir si une opération donnée (par exemple un prêt de titre) est négociée ou liquidée sur le marché ou le système en question. Cette dernière condition permet, malgré une description technique, de distinguer ces opérations d'opérations qui par leur nature n'appartiennent pas à des opérations sur les marchés financiers mais plutôt à une relation classique entre un établissement financier et un emprunteur (par ex : ouvertures de crédit, dépôts, garanties bancaires etc.).

Enfin il est spécifié à l'article 2, § 3 que lorsque dans le présent arrêté il est question de conventions ou d'opérations, les créances qui naissent à l'occasion du règlement, d'ordres de transfert ou de la compensation d'opérations sur des produits dérivés, des valeurs mobilières ou instruments du marché monétaire (y compris les créances qui naissent de prêts ou d'avances octroyées dans le cadre de ces opérations) suivent le même régime pour l'application du présent arrêté que les opérations ou conventions auxquelles elles sont liées.

Cette liste devra être tenue à jour en fonction de l'évolution des marchés et des produits financiers.

**Art. 3.** Le Ministre des Finance est chargé de l'exécution du présent arrêté.

J'ai l'honneur d'être,

Sire,  
de votre Majesté,  
le très respectueux  
et très fidèle serviteur  
Le Ministre des Finances,  
D. REYNDERS

## Bespreking van de artikelen

**Artikel 1.** Teneinde in artikel 2 van dit koninklijk besluit een opsomming te kunnen maken, dienen bepaalde termen gedefinieerd te worden.

Zo wordt een definitie opgenomen van « bepaalde referentiewaarde » en « derivaten ».

Voor de definitie van « effecten » en « geldmarktinstrumenten » wordt er verwezen naar definitie van financiële instrumenten in de wet van 2 augustus 2002 betreffende het toezicht op de financiële sector en de financiële diensten.

**Art. 2.** Dit artikel omvat de lijst van vrijgestelde verrichtingen.

Deze lijst is afgestemd op Belgische en internationale marktpraktijken inzake derivaten en bepaalde andere financiële verrichtingen (artikel 2, § 1). Voor de liquiditeit, risico-beheersing en rechtszekerheid van deze markten is close-out netting een zeer belangrijk gegeven. De noodzakelijke effectiviteit van close-out netting is ook van direct belang voor de eigen vermogensvereisten van ondermeer kredietinstellingen die actief zijn in deze markten.

Een vast gegeven voor een groot deel van de geïndiceerde verrichtingen is dat zij worden afgesloten in het kader van overeenkomsten gebaseerd op gestandaardiseerde kaderovereenkomsten, die hetzij verwijzen naar internationale standaarden hetzij ontwikkeld zijn voor lokale markten, zoals de Belgische markt. De belangrijkste van de thans gangbare kaderovereenkomsten zijn opgesomd in artikel 2, § 2, 1<sup>o</sup>. Voor bepaalde overeenkomsten (zoals de GMRA) zou wel een overlapping bestaan met de vrijstelling voorzien in artikel 4, § 3 b).

Anderzijds is het niet zo dat alle types geïndiceerde verrichtingen ook daadwerkelijk werden, worden of kunnen worden afgesloten op basis van dergelijke kaderovereenkomsten. Bovendien moeten ook verrichtingen die in het verleden werden afgesloten onder andere kaderovereenkomsten of eerdere versies van de opgesomde kaderovereenkomsten onder toepassing van dit besluit kunnen vallen. Voor deze verrichtingen wordt dan in artikel 2, § 2, 2<sup>o</sup>, als voorwaarde gesteld dat ze van een type zijn dat in aanmerking kan komen voor verhandeling op een Belgische of buitenlandse geregelende markt of MTF of voor afwikkeling via een clearinghouse, centrale tegenpartij of een systeem. Het volstaat evenwel dat het soort verrichting of instrument aldus kan verhandeld of afgewikkeld worden, maar het is niet vereist dat de concrete verrichting of het concrete instrument waarvoor men een beroep wil doen op close-out netting of zekerheden, ook effectief toegelaten is tot verhandeling op dergelijke markten of systemen. Met andere woorden is de vraag of markten of systemen werkzaam zijn waarin een bepaald soort verrichting (bijv. effectenlening) wordt verhandeld of afgewikkeld. Deze bijkomende voorwaarde laat toe om, ondanks de vereiste, technisch ruime omschrijving, deze verrichtingen naar hun soort te onderscheiden van verrichtingen die uit hun aard niet in de financiële markten thuishoren maar wel in de klassieke relatie tussen financier en ontleener (bijv. kredietopeningen, depositos, bankgaranties enz.).

Tot slot (artikel 2, § 3) wordt verduidelijkt dat waar in dit besluit sprake is van overeenkomsten of verrichtingen, de schuldvorderingen die ontstaan naar aanleiding van de afwikkeling, overboekingsopdrachten of de verrekening van verrichtingen in derivaten, effecten of geldmarktinstrumenten (met inbegrip van schuldvorderingen ontstaan uit leningen en voorschotten verstrekt in verband met die verrichtingen) voor de toepassing van dit besluit hetzelfde regime volgen als de verrichtingen of overeenkomsten waaraan ze gerelateerd zijn.

Rekening houdend met de evoluties in de markt en de financiële producten zelf, zal deze lijst in de toekomst geactualiseerd moeten worden.

**Art. 3.** De Minister van Financiën is belast met de uitvoering van dit besluit.

Ik heb de eer te zijn,

Sire,  
van uwe Majesteit,  
de zeer respectvolle  
en trouwe dienaar,  
De Minister van Financiën,  
D. REYNDERS

7 NOVEMBRE 2011. — Arrêté royal déterminant les produits dérivés et autres opérations financières visés à l'article 4, § 3 et § 4, de la loi du 15 décembre 2004 relative aux sûretés financières et portant des dispositions fiscales diverses en matière de conventions constitutives de sûreté réelle et de prêts portant sur des instruments financiers

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 15 décembre 2004 relative aux sûretés financières et portant des dispositions fiscales diverses en matière de conventions constitutives de sûreté réelle et de prêts portant sur des instruments financiers, inséré par l'article 4, § 3, alinéa 2, c), et l'article 4, § 4, alinéa 2, c), par la loi du 26 septembre 2011;

Vu la concertation avec la Banque Nationale de Belgique

Vu les lois sur le Conseil d'Etat coordonnées par l'arrêté royal du 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1<sup>er</sup>; remplacé par la loi du 4 juillet 1989 et modifié par la loi du 4 août 1996;

Vu l'extrême urgence motivée par le fait que le présent arrêté royal décrit les produits dérivés et autres opérations financières visés à l'article 4, § 3 et § 4, de la loi du 15 décembre 2004 relative aux sûretés financières, tels que ces paragraphes ont été insérés par la loi transposant la Directive 2009/44/CE du Parlement européen et du Conseil du 6 mai 2009 modifiant la Directive 98/26/CE concernant le caractère définitif du règlement dans les systèmes de paiement et de règlement des opérations sur titres et la Directive 2002/47/CE concernant les contrats de garantie financière, en ce qui concerne les systèmes liés et les créances privées. Les paragraphes 3 et 4 de l'article 4 précité donnent en effet délégation au Roi pour énumérer la liste des produits dérivés et autres opérations financières qui sont soustraits au champ d'application de l'article 4. Etant donné que la publication de la loi précitée transposant la Directive 2009/44/CE doit intervenir le plus rapidement possible - la directive aurait déjà dû être transposée en droit belge depuis le 30 juin 2011 - et, partant, que cette publication ne saurait être retardée par le présent arrêté royal, le présent arrêté royal doit être adopté en extrême urgence afin que sa publication coïncide avec celle de la loi de transposition. Le présent arrêté royal, compte tenu de l'urgence, ne peut pas être soumis à la section législation d'Etat du Conseil d'Etat, même dans le délai abrégé de cinq jours. Le retard dans la publication de l'arrêté royal qui s'ensuivrait serait en effet source d'insécurité juridique puisque l'exception qu'apporte l'arrêté royal au champ d'application de la loi de transposition ne rentrerait en vigueur qu'après la publication de celle-ci. La crise financière que connaît actuellement les institutions financières commande en outre que la sécurité juridique des opérations sur produits dérivés soit assurée de la manière la plus prompte possible;

Sur la proposition de Notre Ministre des Finances,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1<sup>er</sup>.** Pour l'application du présent arrêté, il y a lieu d'entendre par :

1° « valeur de référence déterminée » : un tarif, cours, rendement, prix, point de référence, quantité, rémunération ou indice de, ou se rapportant :

- a) à des intérêts ou des devises,
- b) au risque de crédit,
- c) à des valeurs mobilières, des instruments du marché monétaire ou des produits dérivés;
- d) à des autorisations d'émission ou des certificats d'électricité;
- e) à des matières premières, des produits en vrac, des produits agricoles ou des métaux précieux;
- f) à l'énergie;
- g) au transport de fret, à la livraison, à la distribution ou à la consommation de tout actif, au stockage, à la capacité de transmission ou de transport;
- h) à tous autres actifs, droits ou obligations de valeur financière, commerciale ou économique;
- i) aux variables climatiques ou à d'autres variables géologiques, écologiques ou physiques;
- j) à des données actuarielles, des indices, des taux d'inflation;
- k) à des données se rapportant à la télécommunication à large bande; et/ou

7 NOVEMBER 2011. — Koninklijk Besluit tot bepaling van de derivaten en andere financiële verrichtingen bedoeld in artikel 4 § 3 en § 4 van de wet van 15 december 2004 betreffende financiële zekerheden en houdende diverse fiscale bepalingen inzake zakelijke-zekerheidsovereenkomsten en leningen met betrekking tot financiële instrumenten

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groot.

Gelet op de wet van 15 december 2004 betreffende financiële zekerheden en houdende diverse fiscale bepalingen inzake zakelijke-zekerheidsovereenkomsten en leningen met betrekking tot financiële instrumenten omvat de lijst van vrijgestelde verrichtingen, gewijzigd bij van artikel 4, § 3, tweede lid, c) en artikel 4, § 4, tweede lid, c), de wet van 26 september 2011.

Gelet op het overleg met de Nationale Bank van België;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd bij Koninklijk besluit van 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, vervangen door de wet van 4 juli 1989 en gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid gemotiveerd door het feit dat in dit koninklijk besluit worden de derivaten en andere financiële verrichtingen beschreven zoals bedoeld in artikel 4, § 3 en § 4, van de wet van 15 december 2004 betreffende de financiële zekerheden, zoals deze paragrafen ingevoegd werden door de wet tot omzetting van de Richtlijn 2009/44/EG van het Europees Parlement en de Raad van 6 mei 2009 tot wijziging van Richtlijn 98/26/EG betreffende het definitieve karakter van de afwikkeling van betalingen en effectentransacties in betalings- en afwikkelingssystemen en Richtlijn 2002/47/EG betreffende financiëlezekerheidsovereenkomsten wat gekoppelde systemen en kredietvorderingen betreft. De paragrafen 3 en 4 van voornoemd artikel 4 geven inderdaad delegatie aan de Koning om de derivaten en andere financiële verrichtingen op te sommen die niet meer onder de toepassing van artikel 4 vallen. Daar de voornoemde wet tot omzetting van Richtlijn 2009/44/EG zo vlug mogelijk dient te worden bekendgemaakt - de richtlijn had reeds in Belgisch recht sinds 30 juni 2011 moeten worden omgezet - en derhalve dat deze bekendmaking door dit koninklijk besluit niet zou vertraagd kunnen worden, dient dit koninklijk besluit bij hoogdringendheid goedgekeurd te worden zodat de bekendmaking ervan met deze van de omzetting-wet overeenstemt. Omwille van de hoogdringendheid, kan dit koninklijk besluit niet aan de afdeling Wetgeving van de Raad van State voorgelegd worden, zelfs in de verkorte termijn van vijf dagen. De vertraagde bekendmaking die daaruit zou voortvloeien, zou inderdaad een rechtsonzekerheid veroorzaken vermits de uitzondering die in het toepassingsgebied van de wet door het koninklijk besluit ingevoerd wordt, slechts na de bekendmaking ervan in werking zou treden. Op grond van de financiële crisis die de financiële instellingen tegenwoordig kennen, dient de rechtszekerheid van de verrichtingen op de derivaten zo vlug mogelijk te worden gewaarborgd;

Op de voordracht van Onze Minister van Financiën,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1.** Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° "bepaalde referentiewaarde" : een tarief, koers, rendement, prijs, maatstaf, hoeveelheid, vergoeding of index van, of betrekking hebbende op :

- a) interesten of deviezen,
- b) kredietrisico,
- c) effecten, geldmarktinstrumenten of derivaten;
- d) emissievergunningen of stroomcertificaten;
- e) grondstoffen, bulkproducten, landbouwproducten of edele metalen;
- f) energie;
- g) vrachtvervoer, de levering, de distributie of het verbruik van enig activum, opslag, transmissie- of transportcapaciteit;
- h) enige andere activa, rechten of verbintenissen van financiële, commerciële of economische waarde;
- i) klimaat variabelen of andere geologische, ecologische of andere fysieke variabelen;
- j) actuariële gegevens, indices, inflatiepercentages;
- k) gegevens met betrekking tot breedbandtelecommunicatie; en/of

l) à toutes autres données ou statistiques économiques, financières, commerciales ou monétaires.

2° « contrepartie centrale » : une contrepartie centrale au sens de la loi du 28 avril 1999 visant à transposer la Directive 98/26/CE du 19 mai 1998 concernant le caractère définitif du règlement dans les systèmes de paiement et de règlement des opérations sur titres;

3° « chambre de compensation » : une chambre de compensation au sens de la loi du 28 avril 1999 visant à transposer la Directive 98/26/CE du 19 mai 1998 concernant le caractère définitif du règlement dans les systèmes de paiement et de règlement des opérations sur titres;

4° « produits dérivés » : tous contrats d'option, contrats à terme, futures, contrats d'échange, contrats financiers pour la compensation de différences en rapport avec une valeur de référence déterminée, et toute combinaison de ceux-ci et tout autre type de contrats dérivés dans le sens le plus large, peu importe que ces contrats :

a) soient conclus de gré à gré entre les parties (OTC) ou soient traités sur un marché réglementé et/ou un MTF;

b) soient réglés en espèces ou au moyen d'une livraison physique de marchandises, valeurs mobilières ou toute autre valeur; et

c) soient réglés via une chambre de compensation, une contrepartie ou un système central ou directement entre les parties ou leurs représentants.

5° « valeurs mobilières » : instruments financiers tels que décrits à l'article 2, 31°, de la loi du 2 août 2002 relative à la surveillance du secteur financier et aux services financiers, peu importe toutefois que ceux-ci soient ou non librement transmissibles;

6° « instruments du marché monétaire » : instruments financiers tels que décrits à l'article 2, 32°, de la loi du 2 août 2002 relative à la surveillance du secteur financier et aux services financiers, peu importe toutefois que ceux-ci soient ou non librement transmissibles;

7° « système » : un système au sens de la loi du 28 avril 1999 visant à transposer la Directive 98/26/CE du 19 mai 1998 concernant le caractère définitif du règlement dans les systèmes de paiement et de règlement des opérations sur titres.

**Art. 2. § 1<sup>er</sup>.** En application de l'article 4, § 3, alinéa 2, c), et article 4, § 4, alinéa 2, c), de la loi du 15 décembre 2004 relative aux sûretés financières et portant des dispositions fiscales diverses en matière de conventions constitutives de sûreté réelle et de prêts portant sur des instruments financiers, contient la liste des opérations exemptées :

1° les opérations et produits suivants pour autant que ceux-ci appartiennent à l'une des deux catégories décrites au § 2 :

a) les produits dérivés;

b) l'achat, vente, prêt ou livraison de valeurs mobilières, instruments du marché monétaire, parts dans des organismes de placement collectif, dérivés, autorisations d'émission, certificats d'électricité ou instruments similaires;

c) l'achat ou la vente au comptant de devises (« forex spot »);

2° prêts et avances fournis dans le cadre du ou en vue du règlement d'opérations sur dérivés, valeurs mobilières ou instruments du marché monétaire;

3° garanties, cautions et lettres de crédit en garantie de dérivés ou d'autres opérations financières visées au 1°, a), b) ou c) et 2°, du présent paragraphe.

§ 2. Pour l'application du § 1<sup>er</sup>, 1°, du présent article les deux catégories suivantes d'opérations sont prises en considération :

1° opérations pour lesquelles les parties conviennent de faire application, dans une forme adaptée ou non :

a) des conventions-cadres internationalement standardisées, élaborées par l'Association Internationale des Swaps et Dérivés (ISDA Master Agreement);

b) des conventions-cadres internationalement standardisées, élaborées par l'Association fédérale des banques allemandes (Rahmenvertrag für Finanztermingeschäfte); ou

c) des conventions-cadres internationalement standardisées, élaborées par la Fédération bancaire de l'Union européenne (European Master Agreement for Financial Transactions);

d) des conventions-cadres internationalement standardisées, élaborées par l'Association internationale de Prêt-Emprunt de Titres (Global Master Securities Lending Agreement);

e) des conventions-cadres internationalement standardisées, élaborées par l'International Capital Market Association (Global Master Repurchase Agreement);

l) enige andere economische, financiële, commerciële of monetaire statistieken of data.

2° « centrale tegenpartij » : een centrale tegenpartij in de zin van de Wet van 28 april 1999 houdende de omzetting van Richtlijn 98/26/EG van 19 mei 1998 betreffende het definitieve karakter van betalingen en effectentransacties in betalings-en afwikkelingssystemen;

3° « clearinghouse » : een clearinghouse in de zin van de Wet van 28 april 1999 houdende de omzetting van Richtlijn 98/26/EG van 19 mei 1998 betreffende het definitieve karakter van betalingen en effectentransacties in betalings-en afwikkelingssystemen

4° « derivaten » : alle opties, termijncontracten, futures, swaps, financiële contracten ter verrekening van verschillen met betrekking tot een bepaalde referentiewaarde, en elke combinatie hiervan en enige andere type van afgeleide contracten in de meest ruime betekenis, on-geacht of deze contracten :

a) onderhands tussen partijen worden afgesloten (OTC) of verhandeld worden op een gereguleerde markt en/of een MTF;

b) afgewikkeld worden in contanten of door middel van een materiële levering van goederen, effecten of enige andere waarde; en

c) afgewikkeld worden via een clearinghouse, centrale tegenpartij of systeem of rechtstreeks tussen partijen of hun vertegenwoordigers.

5° "effecten" : financiële instrumenten als omschreven in artikel 2, 31°, van de wet van 2 augustus 2002 betreffende het toezicht op de financiële sector en de financiële diensten, ongeacht echter of deze al dan niet vrij overdraagbaar zijn;

6° "geldmarktinstrumenten" : financiële instrumenten als omschreven in artikel 2, 32°, van de wet van 2 augustus 2002 betreffende het toezicht op de financiële sector en de financiële diensten, ongeacht echter of deze al dan niet vrij overdraagbaar zijn;

7° « systeem » : een systeem in de zin van de wet van 28 april 1999 houdende de omzetting van Richtlijn 98/26/EG van 19 mei 1998 betreffende het definitieve karakter van betalingen en effectentransacties in betalings-en afwikkelingssystemen.

**Art. 2. § 1.** In toepassing van artikel 4, § 3, tweede lid c) en artikel 4, § 4, tweede lid c) van de wet van 15 december 2004 betreffende financiële zekerheden en houdende diverse fiscale bepalingen inzake zakelijke-zekerheidsvereenkomsten en leningen met betrekking tot financiële instrumenten omvat de lijst van vrijgestelde verrichtingen :

1° de volgende verrichtingen en producten voor zover deze bovendien behoren tot één van de twee categorieën beschreven in § 2 :

a) derivaten;

b) de koop, verkoop, lening of levering van effecten, geldmarktinstrumenten, rechten van deelneming in instellingen van collectieve beleggingen, derivaten, emissiever-gunningen, stroomcertificaten of gelijkwaardige instrumenten;

c) de contante koop of verkoop van deviezen (« fx spot »);

2° leningen en voorschotten verstrekt in het kader van of met het oog op de afwikkeling van verrichtingen in derivaten, effecten of geldmarktinstrumenten;

3° garanties, borgtochten en letters of credit tot waarborg van derivaten of van de andere financiële verrichtingen bedoeld in 1°, a), b) of c) en 2° van deze paragraaf.

§ 2. Voor de toepassing van § 1, 1°, van dit artikel worden de volgende twee categorieën van verrichtingen in overweging genomen :

1° verrichtingen waarbij partijen overeenkomen toepassing te maken, al dan niet in aangepaste vorm, van :

a) de internationaal gestandaardiseerde kaderovereenkomsten uitgewerkt door de International Swaps and Derivatives Association (ISDA Master Agreement);

b) de internationaal gestandaardiseerde kaderovereenkomst uitgewerkt door de Bundesverband deutscher Banken (Rahmenvertrag für Finanztermingeschäfte); of

c) de internationaal gestandaardiseerde kaderovereenkomst uitgewerkt door de Europese Bankenfederatie (European Master Agreement for Financial Transactions);

d) de internationaal gestandaardiseerde kaderovereenkomst uitgewerkt door de International Securities Lending Association (Global Master Securities Lending Agreement);

e) de internationaal gestandaardiseerde kaderovereenkomst uitgewerkt door de International Capital Market Association (Global Master Repurchase Agreement);

f) en application de conventions-cadres comparables ou similaires à celles prévues aux points a), b), c), d) ou e), régies ou non par le droit belge, utilisées par des établissements de crédit sur le marché belge;

g) un règlement ou cadre contractuel élaboré par un marché réglementé, un MTF, une chambre de compensation, une contrepartie ou système central;

2° opérations qui peuvent être prises en considération en raison de leur genre, pour la négociation sur un marché réglementé belge ou étranger ou un MTF ou pour le règlement via une chambre de compensation, une contrepartie ou un système central.

§ 3. Pour l'application du présent arrêté, les opérations visées au § 1<sup>er</sup> comprennent aussi toutes les créances nées à l'occasion du règlement, des ordres de transfert ou de la compensation de ces opérations.

**Art. 3.** Le Ministre des Finances est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 7 novembre 2011.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre des Finances,  
D. REYNDERS

f) in toepassing van met a), b), c), d) of e) vergelijkbare of gelijkaardige kaderover-eenkomsten, al dan niet beheerst door Belgisch recht, gehanteerd door kredietinstellingen in de Belgische markt;

g) een reglement of contractueel kader uitgewerkt door een gereglementeerde markt, een MTF, een clearing house, een centrale tegenpartij of een systeem;

2° verrichtingen die qua type in aanmerking kunnen komen voor verhandeling op een Belgische of buitenlandse gereglementeerde markt of MTF of voor afwikkeling via een clea-ringhouse, centrale tegenpartij of een systeem.

§ 3. Voor de toepassing van dit besluit omvatten de verrichtingen bedoeld in § 1 eveneens alle schuldvorderingen ontstaan naar aanleiding van de afwikkeling, overboekingsopdrachten of de verrekening van die verrichtingen.

**Art. 3.** De Minister van Financiën is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 7 november 2011.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Financiën,  
D. REYNDERS

SERVICE PUBLIC FEDERAL ECONOMIE,  
P.M.E., CLASSES MOYENNES ET ENERGIE

F. 2011 — 2924

[C — 2011/11376]

**6 OCTOBRE 2011.** — Loi modifiant la loi du 15 mai 2007 relative à la reconnaissance et à la protection de la profession d'expert en automobiles et créant un institut des experts en automobiles

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE 1<sup>er</sup>. — *Disposition générale*

**Article 1<sup>er</sup>.** La présente loi règle une matière visée à l'article 78 de la Constitution.

La présente loi a pour objet de transposer la Directive 2005/36/CE du Parlement européen et du Conseil du 7 septembre 2005 relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles, modifiée par la Directive 2006/100/CE du Conseil du 20 novembre 2006 portant adaptation de certaines directives dans le domaine de la libre circulation des personnes, en raison de l'adhésion de la Bulgarie et de la Roumanie.

CHAPITRE 2. — *Modifications de la loi du 15 mai 2007 relative à la reconnaissance et à la protection de la profession d'expert en automobiles et créant un Institut des experts en automobiles*

**Art. 2.** Dans l'article 2, alinéa 3, de la loi du 15 mai 2007 relative à la reconnaissance et à la protection de la profession d'expert en automobiles et créant un Institut des experts en automobiles est inséré, entre les 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> tirets, un tiret supplémentaire rédigé comme suit :

« - le Comité exécutif ».

**Art. 3.** A l'article 4 de la même loi l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit :

« Exerce la profession d'expert en automobiles, comme indépendant ou salarié, celui qui, d'une manière habituelle et impartiale réalise, pour le compte d'autrui : ».

**Art. 4.** L'article 5 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

« Art. 5. § 1<sup>er</sup>. La qualité de membre titulaire ou stagiaire de l'Institut des experts en automobiles est accordée à toute personne physique qui désire s'établir en Belgique en tant que expert en automobiles et en fait la demande et qui remplit les conditions suivantes :

1° ne pas avoir été privée de ses droits civils et politiques, ne pas avoir été déclarée en faillite sans avoir obtenu réhabilitation et ne pas avoir encouru une peine d'emprisonnement, même conditionnelle, de

FEDERALE OVERHEIDSDIENST ECONOMIE,  
K.M.O., MIDDENSTAND EN ENERGIE

N. 2011 — 2924

[C — 2011/11376]

**6 OKTOBER 2011.** — Wet tot wijziging van de wet van 15 mei 2007 tot erkenning en bescherming van het beroep van auto-expert en tot oprichting van een instituut van de auto-experts

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK 1. — *Algemene bepaling*

**Artikel 1.** Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 78 van de Grondwet.

Deze wet voorziet in de omzetting van Richtlijn 2005/36/EG van het Europees Parlement en de Raad van 7 september 2005 betreffende de erkenning van beroepskwalificaties, zoals gewijzigd bij de Richtlijn 2006/100/EG van de Raad van 20 november 2006 tot aanpassing van een aantal richtlijnen op het gebied van het vrije verkeer van personen in verband met de toetreding van de Republiek Bulgarije en Roemenië.

HOOFDSTUK 2. — *Wijzigingen van de wet van 15 mei 2007 tot erkenning en bescherming van het beroep van auto-expert en tot oprichting van een Instituut voor de auto-experts*

**Art. 2.** In artikel 2, derde lid, van de wet van 15 mei 2007 tot erkenning en bescherming van het beroep van auto-expert en tot oprichting van een Instituut van de auto-experts wordt tussen het tweede en het derde streepje, een bijkomend streepje ingevoegd, luidende als volgt :

« - het Uitvoerend Comité ».

**Art. 3.** In artikel 4 van dezelfde wet wordt het tweede lid vervangen als volgt :

« Als beoefenaars van het beroep van auto-expert worden degenen aangemerkt die geregeld en onpartijdig, voor andermans rekening, als zelfstandige of als loontrekkende, de volgende activiteiten verrichten : ».

**Art. 4.** Artikel 5 van dezelfde wet wordt vervangen als volgt :

« Art. 5. § 1. De hoedanigheid van lid, beroepsbeoefenaar of stagiair, van het Instituut van de auto-experts, wordt toegekend aan iedere natuurlijke persoon die zich in België als auto-expert wil vestigen en erom verzoekt, en die aan de volgende voorwaarden voldoet :

1° niet ontzet zijn geweest uit de burgerlijke en politieke rechten, niet in staat van faillissement verklaard geweest zijn zonder eerherstel te hebben bekomen en geen, zelfs voorwaardelijke, gevangenisstraf van ten minste drie maanden hebben opgelopen voor één van de misdrijven